

SELLAL DEVANT LES REPRÉSENTANTS DU CORPS MÉDICAL

Les vieux réflexes refont surface

Les vieux réflexes ont la peau dure. Ils ont refait surface de manière éclatante au huitième jour de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika. Hier, dimanche, certains médecins ou praticiens de la santé qui répondaient à une invitation pour assister à une rencontre sur leur secteur que devait présider le ministre Abdelmalek Boudiaf, étaient déboussolés : à l'intérieur de la salle des conférences de l'hôtel Ryad à Alger, lieu de la «rencontre» convenue, le décor planté n'était point celui habituel aux séminaires scientifiques, loin s'en faut !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)
- Un portrait géant de Abdelaziz Bouteflika dominait la salle, frappé du slogan de campagne du candidat ! «Moi je pensais que nous étions invités pour assister à une rencontre préparatoire des prochaines assises de la santé !» nous confiera, complètement abasourdi, une invitée. Pourtant, les présents répondaient à une invitation adressée par le directeur de la santé et de la population d'Alger, d'autres ont été appelés par téléphone mais, au final, il y a eu «tromperie sur la marchandise».

Tout ce beau monde était en fait invité à assister, non pas à un discours du ministre de la Santé mais à un... meeting de campagne élec-

torale, en bonne et due forme qu'a animé Abdelmalek Sellal ! Certains parmi les représentants du corps médical quitteront les lieux aussitôt informés de l'objet de leur présence à l'hôtel Ryad.

Cette «confusion», certains au sein de la direction nationale de campagne l'attribuent «à l'excès de zèle de la direction de wilaya dominée par le RND». Quoi qu'il en soit, Sellal qui ne voulait pas laisser «un blanc» à cause d'une halte initialement programmée pour hier dimanche qui devait être une journée sans meeting pour lui, aura donc improvisé une «rencontre thématique» sur la question de la santé. «Notre objectif pour les cinq années à venir est d'améliorer la

qualité des prestations, tout comme celle des conditions des travailleurs dans le domaine», affirmera le représentant et directeur de campagne de Abdelaziz Bouteflika.

Sellal évoquera ses sorties à travers les quarante-huit wilayas en tant que Premier ministre pour étayer son constat : «Certes nous avons beaucoup réalisé en termes d'infrastructures mais il ne faut plus désormais, construire pour construire.»

Et d'annoncer : «Sachez que nous prévoyons de construire vingt grands hôpitaux, ultramodernes, par tranches de cinq, à travers tout le pays. Mais qui ne ressembleront pas à celui d'Oran. Cette expérience nous a permis de constater que le problème est, avant tout, celui de la gestion...». Il fera une autre annonce concernant le secteur qui consiste en une nouvelle loi sur la santé. «Nous prévoyons de déposer un nouveau projet de loi au niveau du Parlement.»

Enfin, il annonce un autre objectif quinquennal, à savoir la «couverture des deux tiers de nos besoins en médicaments par la production nationale».

«Le climat général de la campagne électorale est globalement acceptable»

Après une semaine pleine depuis le lancement officiel de la campagne électorale pour les présidentielles du 17 avril, Abdelmalek Sellal tire son bilan. Dans une déclaration officielle lue devant la presse, hier dimanche à l'hôtel Ryad à Alger, le directeur de campagne de Bouteflika estime que «le climat général du déroulement de cette campagne électorale est globalement acceptable».

Nous espérons que cela sera le cas jusqu'à la fin. Me concernant, en tout cas, vous n'entendrez jamais de ma part des propos autres que ceux empreints de respect et, de manière générale, des consignes strictes ont été données à tous nos partisans pour mener une campagne propre».

L'homme qui présidait la commission nationale de préparation des présidentielles notera que «l'Etat a mis tous les moyens à la disposition des candidats. Tous les candidats s'expriment librement, par ailleurs. Nous observons aussi

que cette campagne se caractérise par la multitude des chaînes de télévision privées ainsi que par une dense activité sur les réseaux sociaux».

Concernant sa propre campagne, celle de Bouteflika bien entendu, Sellal revendique une assistance estimée à plus de 397 000, chiffre englobant l'ensemble des meetings, 883 en tout, animés par tous les partisans de Bouteflika à travers le pays, où l'on compte 3209 permanences.

«Les campagnes électorales, c'est bien connu, connaissent un enthousiasme qui monte en puissance avec le temps. Mais globalement, celle que nous menons connaît un grand engouement. En témoignent les bousculades qui accompagnent mes arrivées et mes sorties des salles des meetings. Et comme vous pouvez en témoigner, j'étais bien accueilli là où je suis passé.»

Sellal conclura son intervention en insistant encore une fois : «Oui, l'Algérie est bel et bien une cible même si cela se manifeste, certes, de manière indirecte.»

K. A.

BENFLIS À MILA ET CONSTANTINE :

«J'approfondirai la Réconciliation»

Le candidat Ali Benflis estime nécessaire d'approfondir le processus de Réconciliation nationale.

De nos envoyés spéciaux à Mila, Tarek Hafid et Samir Sid.

«L'Algérie a sombré, il y a 25 ans, dans une grave crise qui a failli provoquer sa perte. Il y a eu plusieurs initiatives pour mettre un terme à cette crise : la politique de la Rahma, puis la Concorde civile et enfin la Réconciliation nationale. Mais la crise perdure, elle est encore là», a déclaré Benflis lors d'un meeting animé à la salle omnisports d'El Khroub.

Pour lui, la fin de cette crise multidimensionnelle (politique, institutionnelle, économique et sécuritaire) passe par «l'approfondissement de la réconciliation». «Si je suis élu à la présidence de la République, j'approfondirai cette réconciliation pour mettre un terme définitif à la crise. Comment accepter que l'Etat ne prenne pas ses responsabilités ? L'Etat doit admettre ses fautes. Cela le grandira encore plus aux yeux des citoyens».

Ce processus sera mené dans le cadre «d'un vaste dialogue, qui inclura le gouverne-

ment, l'opposition, la société civile et tous les acteurs politiques» et sera ensuite soumis à référendum. «Tous les citoyens sont égaux en droits et en devoirs. Mon projet est réel, il n'est pas superficiel. Nous devons aller vers une démarche consensuelle qui règle définitivement le problème de la légitimité populaire.» L'ancien chef de gouvernement avait déjà annoncé la couleur dans la matinée, lors d'un meeting à Mila où le candidat à la présidentielle a dénoncé «la fraude électorale» et le «viol constitutionnel de 2008» qui sont les deux principales causes de la crise.

Devant une salle archicomble, il a entamé son discours par le traditionnel hommage aux personnalités de la région. «Vous devez être fiers car Mila est la seule ville qui a eu l'honneur d'avoir trois de ses enfants parmi le groupe des vingt-deux qui a déclenché la Révolution», lancera Benflis en référence à Lakhdar Bentobbal, Rabah Bitat et Abdelhafid Boussof.

Le candidat s'est également recueilli à la mémoire de Cheikh Mbarek El Mili et de Bachir Mentouri. «Orphelin de père, j'ai été élevé auprès de vos hommes de science et de culture. Mais la wilaya de Mila a donné

énormément durant la guerre de Libération nationale, mais elle est aujourd'hui marginalisée. Nous leur disons, s'ils veulent l'argent, qu'ils le prennent. Mais ils n'auront pas notre histoire.» Le candidat axera ensuite son discours sur son initiative de dialogue inclusif. «J'aurai le courage d'apporter le changement si le peuple m'accorde sa confiance. Ma table sera assez grande pour accueillir tous ceux qui voudront discuter, débattre et trouver des solutions.» Il s'engage même à inclure «ceux qui sont exclus aujourd'hui du champ politique car ils constituent une partie de la solution à la crise.» Pour lui, la crise actuelle est le résultat de «la fraude» et du «viol constitutionnel de 2008».

«L'Algérie est dans cet état à cause de la fraude. Ils ont élevé la fraude au rang de constante nationale. Ils disent : si nous partons ce sera la catastrophe, il n'y aura ni paix ni stabilité (...) L'Algérie a eu plusieurs constitutions, mais celle de 1996 a été violée. L'Algérie a subi un viol constitutionnel en 2008. La suppression de la limitation des mandats présidentiels a compliqué la crise. C'était une agression caractérisée contre la Constitution. Si ce viol n'avait pas eu lieu,

d'autres auraient accédé au pouvoir et l'Algérie aurait pu se développer.» Il a présenté l'adoption d'une «Constitution consensuelle» comme une solution à la crise «multidimensionnelle» que subit le pays.

«Certains disent que le jeu est fermé, cadencé. Moi je dis que le peuple est décidé à ne pas se taire. Il ne faut pas vous laisser faire. Leurs complots ne tiendront pas. Tout finira pas s'effondrer. Je ne suis pas un faiseur de miracles, je ne suis pas là pour dire que je vais reconstruire en dix jours ce qu'ils ont mis 15 ans à détruire.» Dans le registre des engagements, Ali Benflis a fait part de sa détermination à prendre en considération les revendications sociales des patriotes et des membres des Groupes de légitime défense et de valoriser les pensions des retraités de l'armée et de la police. Benflis s'est ensuite rendu à Chelghoum El Aïd où il a rencontré des citoyens puis a achevé sa journée par un meeting dans la ville d'El Khroub.

Le candidat poursuivra aujourd'hui son tour d'Algérie par l'étape la plus longue de sa campagne puisqu'il se rendra à Méchria, Naâma, Béchar et Tindouf.

T. H.

SORTIE DE CRISE

Le plan de Mouloud Hamrouche

L'ancien chef de gouvernement Mouloud Hamrouche signe une nouvelle sortie publique, invité qu'il était, hier, du forum du journal Liberté. Il appelle, affinant sa proposition pour une sortie de crise, à la négociation d'un nouveau consensus entre trois hommes : Abdelaziz Bouteflika, Ahmed Gaïd Salah et Mohamed Mediène dit Toufik.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - De proche en proche, Mouloud Hamrouche en vient donc à préciser sa pensée, lui, dont les trois précédentes sorties étaient comprises comme un plaidoyer exclusivement favorable à l'armée. Il ne se déjuge point mais prend soin d'adjoindre un nouvel acteur à la cause : le président Bouteflika.

Mouloud Hamrouche plaide, sans détour, l'élaboration d'un nouveau contrat entre les hommes qui représentent les trois piliers du pouvoir, Abdelaziz Bouteflika, le président de la République, le général Ahmed Gaïd Salah, le chef d'état-

major de l'ANP et le général Mohamed Mediène, dit Toufik, le patron du DRS. «Trois hommes portent le fardeau de la crise : Abdelaziz Bouteflika, Ahmed Gaïd Salah et Mohamed Mediène. Ces trois hommes, armés de courage et patriotes qu'ils sont, doivent sortir le pays de l'impasse et l'engager sur la voie de la modernisation et de la démocratisation», a-t-il affirmé, ajoutant que «la solution passe par ces trois hommes. Ils doivent négocier un consensus pour engager un processus de renouveau».

L'ancien chef de gouvernement, qui passe pour la plus loquace des

personnalités restées en dehors du processus électoral en cours, ne conçoit donc pas de solution à la crise que vit le pays en dehors d'un consensus négocié à l'intérieur du système lui-même.

Un système dont il dit pourtant qu'il est arrivé au point de ne même plus pouvoir maintenir le statu quo. Mouloud Hamrouche ne veut pas que le système s'effondre. Il l'affirme assez clairement, au demeurant : «Je ne souhaite pas l'effondrement du système. Et, la négociation d'un nouveau consensus entre ces trois hommes est la seule voie à même d'engager un processus de renouveau sans passer par l'effondrement du système», appuie-t-il sa proposition.

Mouloud Hamrouche, dont les tenants de ses sorties récurrentes ne sont pas clairement cernés, évoque, dans sa tentative de dessi-

ner une épaisseur à son argumentaire, l'impossibilité de consensus en dehors de celui qui engagerait les trois hommes qu'il a cités. «Les leviers sont entre les mains de ces trois hommes. Il est difficile de trouver un consensus entre les différentes sensibilités politiques qui s'expriment dans la société.»

Et, conséquemment, Mouloud Hamrouche n'est pas réfractaire au type de changement que proposeraient les segments du système en place. «Nous devons choisir le type de changement, et si on peut le faire avec les gens en place, tant mieux.» Evidemment, vendre une telle option, au-delà qu'elle soit suspecte de non-dits, est un exercice hargneux, à plus forte raison lorsque son auteur est vite pris dans sa propre contradiction.

Le même Hamrouche, qui appelle à une solution négociée à trois,

avait soutenu dans son avant-propos au débat du jour que «la gestion gouvernementale restera chaotique avec ou sans les hommes en place». Et pourtant ce sont des «gens en place» qu'il crédite de capacité à sortir le pays de la crise.

Uniquement eux, en sus, puisqu'il considère que «les propositions (les autres) avancées n'auront aucun impact sur les questions posées». Cela dit, Mouloud Hamrouche a saisi l'opportunité de son passage au forum de *Liberté* pour préciser son propos tenu dans les colonnes de *El Watan* et *El Khabar* et par lequel il entendait que seule l'armée confère de la légitimité. «Je n'ai jamais mis en équivalence la légitimité citoyenne et celle de l'armée, encore moins substitué cette dernière à la légitimité populaire.»

S. A. I.